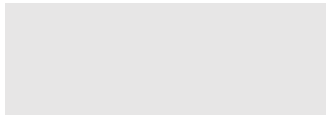


PAR COURRIEL

Québec, le 4 juillet 2018



N/Réf. : 87647

Objet : Votre demande d'accès aux documents du 28 juin 2018

Madame,

Nous avons bien reçu, le 28 juin dernier, votre demande d'accès visant à obtenir :

« [...] une copie du document suivant : « bilan complet de l'état des bâtiments du secteur de la santé dans la province », tel qu'exposé dans les reportages de Radio-Canada du mercredi 27 juin (<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1109385/chsld-etat-batiments-immobilier-quebec-renovations-travaux>) »

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que nous avons repéré un document ou des renseignements en lien avec votre demande qui sont disponibles sur notre site Internet à l'adresse suivante : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/18-19/fr/8-Infrastructures_publicques_du_Quebec.pdf (plus spécifiquement de la page 173 à 183 du document intitulé « Les infrastructures publiques du Québec – mars 2018 »).

En vertu de la *Loi sur les infrastructures publiques*, il est de la responsabilité de chaque ministre désigné à cet effet d'élaborer et de transmettre au président du Conseil du trésor un plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (incluant l'état des infrastructures et le déficit de maintien des actifs).

...2

Ainsi, la gestion des données détaillées d'inspection à la base de l'évaluation de l'état physique et du déficit de maintien d'actifs des bâtiments du secteur de la santé relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). À cet égard, si vous désirez de plus amples détails, nous vous invitons à consulter la réponse à une demande d'accès du 17 mai dernier, no : 2017-2018.1190, adressé au MSSS et diffusé sur leur site Internet à l'adresse : http://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/acces_info/demandes-2017-2018/

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi que le libellé de l'article précité.

Veillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Original signé

Paule Goulet
Responsable substitut de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

RLRQ., chapitre A-2.1

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS
ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

CHAPITRE II

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I

DROIT D'ACCÈS

Modalités de consultation.

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

Moyens pour exercer le droit d'accès.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
- 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
- 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Droit non affecté.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

1982, c. 30, a. 13; 1990, c. 57, a. 5; 2001, c. 32, a. 83; 2006, c. 22, a. 7.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**

Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).